ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 14 octobre 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au certificat de formation pour les conducteurs d'unités de transport transportant par la route des matières dangereuses", a donné le 25 novembre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 14 oktober 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het opleidingsgetuigschrift voor bestuurders van transporteenheden die gevaarlijke stoffen over de weg vervoeren", heeft op 25 november 1992 het volgend advies gegeven :

Observations préliminaires.

1. Il résulte des explications fournies par un des délégués du ministre, que le texte soumis à l'avis du Conseil d'Etat a été élaboré en concertation avec la Commission des Communautés européennes au cours de réunions qui ont précédé le 20 mai 1992, date à laquelle la commission a "pris bonne note de l'arrêté en projet".

Dans ces conditions, on peut considérer que la formalité préalable de la consultation de la Commission des Communautés européennes a été accomplie.

2. L'arrêté en projet ne tient pas toujours compte des récentes modifications apportées aux annexes de l'A.D.R. qui doivent être publiées au Moniteur belge avant le 31 décembre 1992 et entrer en vigueur le 1er janvier 1993.

Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, l'arrêté en projet doit être revu en fonction de ces modifications, puisqu'il n'entrera en vigueur qu'après le 1er janvier 1993.

Dès lors, le Conseil d'Etat fera des propositions en vue de rencontrer ces modifications.

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

L’arrêté en projet n’étant pas destiné à s’appliquer au transport par route des matières radioactives (classe 7), il y a lieu de compléter l’intitulé par les mots : "autres que les matières radioactives".

Préambule.

Alinéa 1er.

De l’accord du délégué du ministre, il y a lieu d’écrire à l’alinéa 1er in fine : "... notamment les marginaux 2000, 2002, 10.011, 10.014, 10.315, 10.381, 11.315 et 260.000;".

Alinéa 3.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéas nouveaux.

Pour tenir compte de l’observation formulée à propos de l’article 15, il est proposé :

1° d’insérer entre les alinéas 3 et 4 un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Vu la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers des radiations ionisantes, notamment l’article 2, alinéa 1er, modifié par les lois des 29 mai 1963 et 14 juillet 1983";

2° d’insérer entre les alinéas 5 et 6 un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Vu l’arrêté royal du 5 novembre 1982 relatif au certificat de formation pour les conducteurs d’unités de transport par la route de matières dangereuses dans des conteneurs-citernes, citernes ou batteries de récipients".

Alinéa 4 (devenant l’alinéa 5).

Il faut écrire in fine : "modifié par les lois des 21 juin 1985 et 20 juillet 1991".

Formule de présentation.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu’il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

L’arrêté en projet comporte des intitulés.

Il est préférable de le diviser en chapitres : "Chapitre premier - Définitions"; "Chapitre II - Certificat de formation" etc. ... .

Article 1er.

1. Au 1° (premier tiret), il convient d’insérer la mention "(A.D.R.)" entre le mot "route" et les mots "et les annexes".

2. Il est proposé d’ajouter un 2° nouveau rédigé comme suit :

"2° les termes "directive n° 89/684/CEE" désignent la directive n° 89/684/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1989 concernant la formation professionnelle de certains conducteurs de véhicules transportant des marchandises dangereuses par route;".

Les deuxième et troisième tirets deviendraient 3° et 4°.

Le texte néerlandais du troisième tiret, devenant le 4°, devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le 5° (quatrième tiret) serait mieux rédigé comme suit :

"5° les termes "unité de transport" et "véhicule-citerne" désignent les engins définis sous ces dénominations dans le marginal 10.014(1) de l'A.D.R.;" (1).

4. Le 6° (cinquième tiret) serait mieux rédigé comme suit :

"6° les termes "citerne" et "conteneur-citerne" désignent la citerne et le conteneur-citerne définis dans le marginal 10.014(1) de l'A.D.R.;" (2).

---

(1) Selon les explications fournies par le délégué du ministre, il n'était pas nécessaire de définir également les termes "véhicule" et "véhicule-citerne", ces deux notions étant comprises dans la notion générique d'"unité de transport", tout au moins pour ce qui concerne celles des dispositions de l'A.D.R. relatives à la formation des transporteurs. Il est cependant proposé de reprendre la définition du terme "véhicule-citerne", pour des raisons de conformité avec le marginal 10.315(1) de l'A.D.R. et avec l'article 1er de la directive.

(2) Selon les explications fournies par le délégué du ministre, il ne serait plus nécessaire (voyez l'article 1er de l'arrêté royal du 5 novembre 1982) de définir les termes "batterie de récipients" et "conteneur-citerne", ces deux notions étant comprises dans la notion générique de "citerne", tout au moins pour ce qui concerne celles des dispositions de l'A.D.R. relatives à la formation des transporteurs. Il est cependant proposé de reprendre la définition du terme "conteneurs-citernes", pour des raisons de conformité avec le marginal 10.315(1) de l'A.D.R. et avec l'article 1er de la directive.

5. Le 7° (sixième tiret) serait mieux rédigé comme suit :

"7° les termes "certificat de formation" désignent le certificat de formation prévu par le marginal 260.000 (appendice B.6.) de l'A.D.R.;".

6. Il est proposé d'ajouter un 8° nouveau rédigé comme suit :

"8° les termes "cours de recyclage" désignent le cours de perfectionnement prévu par le marginal 10.315(3) de l'A.D.R.;".

7. De l'accord du délégué du ministre (1), le texte suivant est proposé pour le 9° (septième tiret) :

"9° le terme "ministre" désigne :

---

(1) Ce délégué a reconnu que le maintien de la disposition actuelle aurait eu pour conséquence que les mesures d'exécution de l'arrêté en projet auraient dû être conjointement adoptées par les deux ministres concernés, dès lors qu'elles visaient la formation à suivre pour l'obtention des certificats de formation valables pour des catégories comprenant des matières dangereuses relevant soit de l'un, soit de l'autre ministre (voyez par exemple la catégorie D), ce que ne souhaitent pas les auteurs du projet.

- a) s'il s'agit du transport par route des matières dangereuses appartenant aux classes 1, 2, 3, 4.1, 4.2., 4.3., 5.1. (à l'exception des matières dangereuses de la classe 5.1.20. transportées en citerne), 5.2., 6.1., 6.2., 8 et 9 de l'A.D.R. : le ministre qui a les transports dans ses attributions;

- b) s'il s'agit du transport par route des matières dangereuses appartenant à la classe 5.1.20 et transportées en citerne : le ministre ayant les affaires économiques dans ses attributions".

Article 2.

1. Le texte suivant est proposé pour les paragraphes 1er, 2 et 3 :

"Art. 2. § 1er. Tout conducteur d'un véhicule-citerne ou d'une unité de transport, transportant par la route, en transport national et international, des matières dangereuses dans une ou des citernes ou des conteneurs-citernes, ayant une capacité totale supérieure à 3.000 litres ou un poids maximal autorisé dépassant 3,5 tonnes, doit être muni du certificat de formation valable pour les matières dangereuses qu'il transporte.

Le certificat de formation prévu à l'alinéa 1er est également exigé lorsque le véhicule-citerne ou l'unité de transport effectue un parcours par route après le

déchargement des matières dangereuses, sans que la ou les citernes aient été nettoyées ou dégazées.

§ 2. Tout conducteur d'une unité de transport transportant par la route, en transport national et international, des matières dangereuses de la classe 1, en quantités supérieures à celles prévues au marginal 10.011 de l'A.D.R., doit être muni du certificat de formation valable pour le transport des matières dangereuses de cette classe.

§ 3. Dans les cas autres que ceux prévus aux paragraphes 1er et 2, tout conducteur d'un véhicule d'un poids maximal autorisé dépassant 3,5 tonnes, doit être muni d'un certificat ... (la suite comme au paragraphe 3, alinéa 1er, du texte en projet)".

L'obligation prévue à l'alinéa 1er s'applique également lorsque le véhicule effectue un parcours ... aient été nettoyés ou dégazés.

Pour le conducteur effectuant un transport international, l'alinéa 1er s'applique à partir du :

1° 1er janvier 1995 ... du 1er janvier 1993;

2° 1er juillet 1994 ... du 1er janvier 1993;

3° 1er janvier 1994 ... du 1er janvier 1993;

4° 1er juillet 1993, dans les autres cas (1).

Pour le conducteur effectuant un transport national, l'alinéa 1er s'applique à partir du 1er janvier 1995".

2. Le paragraphe 4, introduit à la demande expresse des représentants de la Commission des Communautés européennes constitue, en réalité, une dérogation au paragraphe 3, alinéa 3 en projet; celle-ci serait mieux à sa place dans les dispositions en projet prévoyant des dérogations (voyez l'article 14 nouveau proposé).

3. Dans son avis L. 14.903/2/V donné sur l'arrêté royal du 5 novembre 1982, alors en projet, le Conseil d'Etat a fait observer :

> "L'A.D.R. ne prévoit pas le groupement des classes en catégories. Ces catégories sont introduites en raison, d'une part, de la diversité des matières dangereuses à transporter, qui exige une formation plus ou moins poussée, et, d'autre part, des interventions de différents ministres eu égard à la nature des matières transportées.
>
> Il n'est cependant pas exact de dire, au paragraphe 2, que le certificat est valable pour le transport d'une ou plusieurs catégories de matières dangereuses. Le modèle de certificat imposé par l'A.D.R. indique que le certificat est valable pour telle ou telle classe".

---

(1) Etant donné le retard pris pour l'élaboration du projet, mieux vaut remplacer les deux derniers tirets par le 4° proposé.

Compte tenu de cette observation, le texte suivant est proposé :

"§ 5. Le certificat de formation est valable pour le transport de matières dangereuses entrant dans une ou plusieurs classes, réparties selon les catégories suivantes :

1° matières dangereuses transportées en citerne : ... (la suite comme au projet, mais en remplaçant les tirets par a), b), et les chiffres "5.1.6." par les chiffres "5.1.20");

2° matières dangereuses transportées autrement qu'en citerne : catégorie D, ... (la suite comme au projet)".

4. Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 6 :

"§ 6. Le certificat de formation délivré pour le transport en citerne est valable pour le transport de matières dangereuses des classes comprises dans la catégorie D et pour le transport de matières dangereuses des classes comprises dans une ou plusieurs des catégories A, B et C.

Le certificat de formation délivré pour le transport autrement qu'en citerne est uniquement valable pour le transport de matières dangereuses des classes de la catégorie D".

5. Le but du paragraphe 7 est, non seulement de confirmer la validité, jusqu'à leur date d'échéance, des certificats de formation délivrés pour le transport en citerne, en application de l'arrêté royal du 5 novembre 1982, mais aussi de rendre ces certificats valables, de plein droit, pour le transport de matières dangereuses des classes de la catégorie D, c'est-à-dire le transport en colis (voyez le marginal 10.315(6) et (7) de l'A.D.R. et l'article 4, 4°, de la directive).

Il est proposé d'écrire :

"§ 7. Les certificats de formation, conformes au modèle qui figure à l'annexe I, qui ont été délivrés, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, en application de l'arrêté royal du 5 novembre 1982 relatif au certificat de formation pour les conducteurs d'unités de transport par la route de matières dangereuses dans des conteneurs-citernes, citernes ou batteries de récipients, restent valables jusqu'à leur date d'échéance et sont également valables, jusqu'à cette même date, pour le transport de matières dangereuses des classes de la catégorie D".

Article 3.

Paragraphes 1er et 2.

1. La première phrase de l'alinéa 1er du paragraphe 2 devrait former le second alinéa du paragraphe 1er.

Par ailleurs, dans cette phrase, plutôt que de renvoyer à "la liste figurant à la directive n°89/684/CEE" ainsi qu'au "marginal 10.315 de l'A.D.R.", il convient de joindre à l'arrêté une annexe supplémentaire énumérant les matières figurant dans ces deux documents.

Compte tenu de ces observations, il est proposé de rédiger l'alinéa 2 du paragraphe 1er comme suit :

"La personne qui a suivi un cours de formation portant au moins sur les matières indiquées à l'annexe ... et a réussi le test ou l'examen correspondant, répond à la condition imposée par l'alinéa 1er".

En outre, il conviendrait que le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, soit rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

La seconde phrase de l'alinéa 1er du paragraphe 2 et le second alinéa de ce paragraphe devraient former un paragraphe 2, rédigé comme suit :

"§ 2. Le cours de formation prévu au paragraphe 1er comporte des exercices pratiques et porte sur le transport de matières dangereuses des classes comprises dans les catégories mentionnées à l'article 2, § 5, et pour lequel le certificat de formation est demandé. Le ministre ou son délégué détermine les modalités des cours, du test ou de l'examen".

Paragraphe 3 nouveau.

Il est proposé d'insérer, sous la forme d'un paragraphe 3 nouveau, la première phrase de l'article 4, § 1er, en projet.

La rédaction suivante est proposée :

"§ 3. Le certificat de formation est conforme au modèle qui figure à l'annexe II".

Paragraphe 3 (devenant le paragraphe 4).

1. Le début de l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Le certificat de formation est délivré à toute personne qui est titulaire d'un certificat mentionné à l'article 2, § 7, venant à expiration et produit ... (la suite comme au projet)".

2. La rédaction suivante est proposée pour le début de l'alinéa 2 :

"Pour l'application de l'alinéa 1er, est tenue pour ininterrompue une activité suspendue pendant six mois au plus sur une période de douze mois".

3. L'alinéa 3 devrait faire l'objet de deux alinéas distincts, rédigés comme suit :

"L'attestation prévue à l'alinéa 1er doit établir l'exercice ininterrompu de l'activité de transport de matières dangereuses des classes comprises dans la ou les catégories prévues à l'article 2, § 5, 1°, pour lesquelles le certificat de formation est sollicité. Pour la délivrance du certificat de formation relatif au transport de matières dangereuses comprises dans les classes de la catégorie D, il suffit que l'attestation établisse l'exercice ininterrompu de l'activité de transport pour n'importe quelle classe ou combinaison de classes de matières dangereuses.

L'attestation visée à l'alinéa 1er doit être produite au plus tard six mois après la date d'expiration du certificat mentionné à l'article 2, § 7, dans la forme et suivant les modalités déterminées par le ministre ou son délégué".

Article 4 nouveau.

Il est proposé de grouper les dispositions du paragraphe 4 de l'article 3 et de l'article 4, § 1er, seconde phrase dans un article distinct consacré au certificat de formation professionnelle provisoire prévu par l'article 4, 2°, de la directive, en matière de transport national. Pour rappel, ce certificat provisoire peut, jusqu'au 31 décembre 1996, remplacer le certificat de formation A.D.R. également exigé, en vertu de la directive, dans le cadre du transport national de matières dangereuses.

L'article 4 nouveau serait rédigé comme suit :

"Art. 4. § 1er. Pour le transport national de matières dangereuses des classes de la catégorie D, un certificat de formation professionnelle provisoire peut remplacer le certificat de formation. Ce certificat est délivré à :

1° la personne qui, entre le 1er janvier 1990 et le 1er janvier 1995, a exercé effectivement une activité de conducteur d'unités de transport transportant, par la route, des matières dangereuses entrant dans les classes comprises dans la catégorie D;

2° la personne qui, au cours de la période de cinq ans précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, a exercé des activités de conducteur d'unités de transport transportant, par la route, des matières dangereuses de la classe 1.

La demande tendant à l'obtention d'un certificat de formation professionnelle provisoire doit être introduite dans les six mois précédant :

1° le 1er janvier 1995, s'il s'agit d'une demande fondée sur l'exercice d'une activité visée à l'alinéa 1er, 1°;

2° la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, s'il s'agit d'une demande fondée sur l'exercice d'une activité visée à l'alinéa 1er, 2° (1).

---

(1) L'article 4, 2°, de la directive, prévoit expressément que la demande relative à l'obtention d'un certificat de formation professionnelle provisoire doit être introduite dans les six mois précédant les dates de mise en application de la présente directive, à savoir :

1° le 1er janvier 1995, pour tout transport de matières dangereuses en "colis", autres que les matières explosibles;

2° le 1er juillet 1992, pour le transport des matières explosibles.

Si l'on avait voulu se conformer en tous points à la directive, il aurait fallu que le présent projet ait été publié au plus tard le 31 décembre 1991, pour respecter le délai de six mois préalable au 1er juillet 1992. Ceci n'est évidemment plus possible. Comme l'on ne peut non plus imposer aux transporteurs d'introduire une demande dans les six mois qui précèdent celui de l'entrée en vigueur de l'arrêté (alors que cette entrée en vigueur est fixée à deux mois après la date de sa publication au Moniteur belge), il est donc proposé de permettre aux transporteurs concernés d'introduire leur demande dans les six mois précédant celui de la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 1er en projet, cette date devant évidemment être postposée de six mois.

La preuve de l'activité visée à l'alinéa 1er doit être fournie dans la forme et selon les modalités déterminées par le ministre ou son délégué.

Des suspensions d'activités saisonnières, des ... (la suite comme au paragraphe 4, alinéa 3, de l'article 3, du projet).

§ 2. Le certificat de formation professionnelle provisoire est conforme au modèle qui figure à l'annexe II, mais porte en outre, à la page 4, la mention ... (la suite comme à l'article 4, § 1er, seconde phrase)".

Article 5 nouveau.

Il est proposé de placer, sous le chapitre "Délivrance", un article 5 nouveau reproduisant l'article 4, § 2, du projet.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 5. Le certificat de formation et le certificat de formation professionnelle provisoire ... (la suite comme au projet).

Les certificats qui sont valables pour le transport de matières dangereuses des classes de la catégorie C sont délivrés ... (la suite comme au projet, sauf à écrire : "... qui figure à l'annexe III." et à omettre les mots "du présent arrêté")".

Article 5 (devenant l'article 6).

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 6. § 1er. Pour le certificat de formation, le certificat de formation professionnelle provisoire ou le certificat mentionné à l'article 2, § 7, ... ou son délégué.

§ 2. Pour obtenir délivrance du duplicata :

1° le titulaire doit avoir déclaré à l'autorité de police ou de gendarmerie la plus proche les circonstances dans lesquelles il a été dépossédé de son certificat et joindre à sa demande l'attestation de cette déclaration, qui lui est délivrée par l'autorité qui l'a reçue;

2° si un duplicata ... .

§ 3. Le certificat de formation, le certificat de formation professionnelle provisoire ou le certificat mentionné à l'article 2, § 7, en remplacement duquel un duplicata a été délivré, perd sa validité.

Si, après ... (la suite comme au projet)".

Article 6 (devenant l'article 7).

1. Au 2°, il convient d'écrire : "pour les certificats de formation professionnelle provisoire des conducteurs qui, ... (la suite comme au projet)".

2. De l'accord du délégué du ministre, le 2° devrait être complété par une phrase rédigée comme suit :

"Ces délais prennent cours le 1er janvier 1995".

3. Au paragraphe 1er, alinéa 2, il convient de remplacer le mot "Ils" par les mots "Les certificats visés à l'alinéa 1er".

4. Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, a) (devenant le 1°), il convient de remplacer les mots "ten vroegste" par les mots "op zijn vroegst".

5. Au paragraphe 2, b) (devenant le 2°), les mots "sans interruption depuis la date de délivrance du certificat ou depuis la date de la dernière prorogation" doivent être placés entre virgules.

Le texte néerlandais du même paragraphe 2, b), devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

6. La seconde phrase du paragraphe 2, b) (devenant le 2°) doit former un alinéa 2 de ce paragraphe, rédigé comme suit :

"Pour l'application de l'alinéa 1er, 2°, est tenue pour ininterrompue une activité suspendue pendant six mois au plus sur une période de douze mois".

7. Au paragraphe 3, alinéa 1er, il convient d'écrire : "Le cours de recyclage porte sur le transport de matières dangereuses des classes comprises dans les catégories ... (la suite comme au projet)".

8. Au paragraphe 4, alinéa 1er, on écrira :

"§ 4. L'attestation prévue au paragraphe 2, 2°, doit établir l'exercice ininterrompu de l'activité de transport de matières dangereuses des classes comprises dans la ou les catégories prévues à l'article 2, § 5, pour lesquelles la prorogation de validité du certificat de formation est demandée".

Au paragraphe 4, alinéa 2, du texte néerlandais, on écrira : "Het attest dient uiterlijk ... te worden overgelegd ...".

Article 7 (devenant l’article 8).

1. Au second alinéa, il convient d’écrire dans la première phrase : "... relatifs aux transports de matières dangereuses des classes mentionnées dans l’article 2, § 5, catégorie C, n’est ...".

2. Dans la seconde phrase, il faut écrire "annexe IV".

Le texte néerlandais de l’intitulé au-dessus de l’article 8 (devenant l’article 9) devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l’article 9).

A l’alinéa 2, on écrira : "L’examen ou le test préalable à la délivrance ou à la prorogation du certificat de formation est organisé par ... (la suite comme au projet)".

Article 10 (devenant l’article 11).

1. Au paragraphe 1er, il y a lieu d’écrire : "à l’article 9, alinéa 1er, ...".

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, dernière phrase, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, on écrira : "à l'article 9, alinéas 1er et 2" et, à la fin de l'alinéa, "... le cas échéant, des attestations prévues aux articles 5 et 8".

Article 11 (devenant l'article 12).

1. A l'alinéa 1er, il convient d'écrire : "article 9 :".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Aux alinéas 2 et 3, il faut écrire : "à l'alinéa 1er" au lieu de "au § 1er".

3. A l'alinéa 4, on écrira : "article 7, § 2, 2°".

Article 12 (devenant l'article 13).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 13. Un certificat de formation professionnelle provisoire, conforme à l'article 4, § 2, et valable jusqu'au 31 décembre 1996 pour le transport en citerne des matières dangereuses de la classe 3, 32°, c), est délivré à celui qui a atteint l'âge de soixante ans au 1er janvier 1992 et a exercé l'activité de conducteur de véhicules transportant des matières dangereuses de la classe 3, 32°, c) pendant la période de cinq ans précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ce certificat est délivré à celui qui en fait pour la première fois la demande dans les six mois qui précèdent la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Des suspensions ... (la suite comme au projet, sauf à insérer le mot "mois" entre les mots "dix-huit" et "pour")(1).

La preuve ... ministre".

---

(1) En ce qui concerne l'entrée en vigueur de la disposition, il est renvoyé à la seconde observation faite à propos de l'article 4, § 1er, du projet.

Article 14 nouveau.

Comme la suggestion en a été faite à propos de l'article 2, § 4, du projet, il s'impose de placer cette dernière disposition sous un article 14 nouveau.

Toutefois, ledit article 2, § 4, se borne à renvoyer purement et simplement à l'article 4 de la directive 89/684/CEE, laquelle ne fait pas partie, en tant que telle, de l'ordre juridique interne.

Il convient, dès lors, d'en assurer la transposition effective et complète par la reproduction, dans l'arrêté en projet, des normes que l'article 4 de cette directive contient.

Le texte de l'article 2, § 4, à insérer sous l'article 14 nouveau doit donc être fondamentalement revu.

Article 13 (devenant l'article 15).

L'expression "selon le cas" est imprécise, compte tenu du nombre de législations, de poursuites et de sanctions auxquelles le texte en projet fait référence.

S'agissant d'un texte de nature répressive, il conviendrait de tenter de le préciser davantage, dans un souci de sécurité juridique, tant pour le justiciable que pour la partie poursuivante.

Article 14 (devenant l'article 16).

1. De l'accord du délégué du ministre, la disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 16. Les conducteurs effectuant du transport national en citerne de matières dangereuses de la classe 6.2. sont dispensés de l'application du présent arrêté jusqu'au 1er janvier 1995".

2. L'attention des auteurs du projet est, toutefois, attirée sur les obligations résultant de l'article 3, alinéa 2, de la directive n° 89/684/CEE.

Article 15 (devenant l'article 17).

La date de promulgation de l'arrêté royal visé est le 5 novembre (et non décembre) 1982.

Par ailleurs, comme les auteurs du projet entendent restreindre l'application de cet arrêté royal au seul transport de matières radioactives, la disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 17. A l'arrêté royal du 5 novembre 1982 relatif au certificat de formation pour les conducteurs d'unités de transport par la route de matières dangereuses dans des conteneurs-citernes, citernes ou batteries de récipients, sont apportées les modifications suivantes :

1° l’intitulé est remplacé par l’intitulé suivant :

"Arrêté royal relatif au certificat de formation des conducteurs d’unités de transport par la route de matières radioactives dans des conteneurs-citernes, citernes ou batteries de récipients";

2° à l’article 1er, le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

"- les termes "matières radioactives" désignent les matières énumérées dans les marginaux 2700 à 2799 de l’A.D.R.";

3° au même article, le sixième tiret est remplacé par la disposition suivante :

"- le terme "ministre" désigne le ministre qui a la santé publique dans ses attributions";

4° à l’article 2, § 1er, alinéa 1er, les mots "des matières dangereuses" sont remplacés par les mots "des matières radioactives";

5° au même article, le paragraphe 1er, alinéa 2, et le paragraphe 2 sont abrogés;

6° à l’article 3, § 1er, les mots "des matières dangereuses pour lesquelles le certificat de formation est valable" sont remplacés par les mots "des matières radioactives";

7° au même article, le paragraphe 3 est remplacé par le paragraphe suivant :

"§ 3. Le ministre ou son délégué détermine les modalités des cours, du test ou de l'examen";

8° l'article 4 est remplacé par l'article suivant :

"Art. 4. le ministre qui a les communications dans ses attributions ou son délégué délivre le certificat de formation sur le vu d'une attestation du ministre ou de son délégué. Cette attestation est conforme au modèle qui figure à l'annexe II";

9° l'article 6, § 1er, 2, est remplacé par la disposition suivante :

"2. pour les certificats délivrés sur la base de l'article 3, § 2, a : quatre ans";

10° l'article 6, § 3, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Le cours de perfectionnement porte sur le transport des matières radioactives";

11° l'article 7 est remplacé par l'article suivant :

"Art. 7. La validité du certificat de formation relatif

au transport des matières radioactives est prorogée par le ministre qui a les communications dans ses attributions ou son délégué sur le vu d'une attestation délivrée par le ministre ou son délégué. Cette attestation est conforme au modèle qui figure à l'annexe III";

12° à l'article 12, § 1er, les mots "des matières dangereuses" sont remplacés par les mots "des matières radioactives";

13° l'article 12, § 2, est abrogé".

Article 16 (devenant l'article 18) (1).

De l'accord du délégué du ministre, la disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge, à l'exception de l'article 4, § 1er, et de l'article 12, qui entrent en vigueur le premier jour du septième mois qui suit celui de cette publication".

---

(1) L'attention des auteurs du projet est attirée sur la nécessité de prendre, en temps utile, toutes les mesures requises pour assurer l'exécution de l'arrêté.

Les annexes.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observations finales.

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun d'eux ne comporte qu'un alinéa; cette observation vaut pour les articles 8 et 9 du projet.

2. Les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1°, 2°, 3°, etc... (cette observation vaut pour les articles 1er, 2, 5 et 6 du projet), ceux-ci étant eux-mêmes, le cas échéant, subdivisés en a), b), c) etc... (cette observation vaut pour les articles 2, § 5, et 6, § 1er).

3. Il n'est pas d'usage d'interrompre une énumération par l'insertion de phrases ou d'alinéas incidents.

Voorafgaande opmerkingen.

1. Uit de toelichtingen verstrekt door één van de gemachtigden van de minister blijkt dat de om advies aan de Raad van State voorgelegde tekst in overleg met de Commissie van de Europese Gemeenschappen uitgewerkt is in de loop van vergaderingen die vóór 20 mei 1992 hebben plaatsgehad, de datum waarop de Commissie kennis heeft genomen van het ontworpen besluit.

In die omstandigheden kan worden beschouwd dat voldaan is aan het voorafgaande vormvoorschrift van raadpleging van de Commissie van de Europese Gemeenschappen.

2. Het ontworpen besluit houdt niet altijd rekening met de onlangs in de bijlagen bij het ADR aangebrachte wijzigingen die vóór 31 december 1992 in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt en op 1 januari 1993 in werking treden.

De gemachtigde van de minister heeft ermee ingestemd dat het ontworpen besluit moet worden herzien in het licht van die wijzigingen, vermits het pas na 1 januari 1993 in werking zal treden.

Derhalve zal de Raad van State voorstellen doen, rekening houdend met die wijzigingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

Het ontworpen besluit is niet toepasselijk op het vervoer, over de weg, van radioactieve stoffen (klasse 7),

zodat het opschrift als volgt moet worden aangevuld : "... die gevaarlijke, andere dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren".

Aanhef.

Eerste lid.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat aan het eind van het eerste lid geschreven wordt : "... inzonderheid op de randnummers 2000, 2002, 10.011, 10.014, 10.315, 10.381, 11.315 en 260.000;".

Derde lid.

Men schrijve : "... en mengsels en de daarmede geladen tuigen".

Nieuwe leden.

Teneinde rekening te houden met de in verband met artikel 15 gemaakte opmerking wordt voorgesteld :

1° tussen het derde en het vierde lid een nieuw lid in te voegen, luidende :

"Gelet op de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren, inzonderheid op

artikel 2, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 29 mei 1963 en 14 juli 1983";

2° tussen het vijfde en het zesde lid een nieuw lid in te voegen, luidende :

"Gelet op het koninklijk besluit van 5 november 1982 betreffende het opleidingsgetuigschrift voor bestuurders van transporteenheden die gevaarlijke stoffen in laadketels, tanks of tankbatterijen over de weg vervoeren".

Vierde lid (dat het vijfde lid wordt).

Aan het eind schrijve men : "... gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en 20 juli 1991".

Voordrachtformulier.

Men schrijve : "... en Onze Minister van Economische Zaken, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,".

Bepalend gedeelte.

Het ontworpen besluit bevat opschriften.

Het is verkieslijk het besluit in hoofdstukken te verdelen : "Hoofdstuk I - Definities"; "Hoofdstuk II - Opleidingsgetuigschrift", enz. ... .

Artikel 1.

1. In onderdeel 1° (eerste streepje) behoort de vermelding "(ADR)" ingevoegd te worden tussen het woord "weg" en de woorden "en de bijlagen".

2. Voorgesteld wordt een nieuw onderdeel 2° toe te voegen, luidende :

"2° de woorden "richtlijn nr. 89/684/EEG" : de richtlijn nr. 89/684/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 december 1989 betreffende de beroepsopleiding van bepaalde bestuurders van voertuigen voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg;".

Het tweede en het derde streepje worden de onderdelen 3° en 4°.

Onder het derde streepje, dat het onderdeel 4° wordt, schrijve men "die welke" in plaats van "deze die".

3. Het zou beter zijn onderdeel 5° (vierde streepje) als volgt te stellen :

"5° de woorden "transporteenheid" en "tankvoertuig" : de tuigen, onder die benamingen omschreven in randnummer 10.014(1) van het ADR;" (1).

4. Het zou beter zijn onderdeel 6° (vijfde streepje) als volgt te stellen :

"6° de woorden "tank" en "laadketel" : de tank en de laadketel omschreven in randnummer 10.014(1) van het ADR;" (2).

---

(1) Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de minister was het onnodig eveneens een begripsbepaling te geven van de termen "voertuig" en "tankvoertuig", aangezien beide begrippen begrepen zijn in het verzamelwoord "transporteenheid", althans wat de bepaling van het ADR betreft die verband houden met de opleiding van de vervoerders. Evenwel wordt voorgesteld de begripsbepaling van de term "tankvoertuig" over te nemen om redenen van overeenstemming met randnummer 10.315(1) van het ADR. Op te merken valt dat het begrip "tankvoertuig" in de EEG-richtlijn aangeduid wordt met het woord "tankwagen".

(2) Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de minister zou het niet meer nodig zijn (zie artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 november 1982) de woorden "tankbatterij" en "laadketel" te bepalen, aangezien beide begrippen begrepen zijn in het verzamelwoord "tank", althans wat de bepalingen van het ADR betreft die verband houden met de opleiding van de vervoerders. Evenwel wordt voorgesteld de begripsbepaling van de term "laadketel" over te nemen om redenen van overeenstemming met randnummer 10.315(1) van het ADR. Op te merken valt dat het begrip "laadketel" in de EEG-richtlijn aangeduid wordt met het woord "tankcontainer".

5. Het zou beter zijn onderdeel 7° (zesde streepje) als volgt te stellen :

"7° het woord "opleidingsgetuigschrift" : het vormingsgetuigschrift bedoeld in randnummer 260.000 (aanhangsel B.6.) van het ADR;".

6. Voorgesteld wordt een nieuw onderdeel 8° toe te voegen, luidende :

"8° het woord "vervolmakingscursussen" : de bijscholingscursussen omschreven in randnummer 10.315(3) van het ADR;".

7. In overleg met de gemachtigde van de minister (1), wordt voor onderdeel 9° (zevende streepje) de volgende tekst voorgesteld :

"9° het woord "minister" :

---

(1) De gemachtigde heeft toegegeven dat het behoud van de huidige bepaling tot gevolg zou hebben gehad dat de maatregelen tot uitvoering van het ontworpen besluit gezamenlijk door beide betrokken ministers hadden moeten zijn goedgekeurd, daar zij immers betrekking hadden op de te volgen opleiding voor het verkrijgen van de opleidingsgetuigschriften geldig voor categorieën waarin gevaarlijke stoffen zijn opgenomen die hetzij onder de ene, hetzij onder de andere minister ressorteren (zie bijvoorbeeld categorie D), wat de stellers van het ontwerp niet wensen.

- a) wanneer het gaat om vervoer over de weg van gevaarlijke stoffen die behoren tot de klassen 1, 2, 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1 (behalve de gevaarlijke stoffen van klasse 5.1.20 die in een tank worden vervoerd), 5.2, 6.1, 6.2, 8 en 9 van het ADR : de minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort;

- b) wanneer het gaat om vervoer over de weg van gevaarlijke stoffen die behoren tot klasse 5.1.20 en die in een tank worden vervoerd : de minister tot wiens bevoegdheid economische zaken behoren".

Artikel 2.

1. Voor de paragrafen 1, 2 en 3 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 2. § 1. Iedere bestuurder van een tankvoertuig of een transporteenheid, die binnenlands of buitenlands vervoer van gevaarlijke stoffen over de weg verricht in één of meer tanks of laadketels met een totale inhoud van meer dan 3.000 liter of een toegestaan maximumgewicht van meer dan 3,5 ton, moet in het bezit zijn van het opleidingsgetuigschrift, geldig voor de gevaarlijke stoffen die hij vervoert.

Het opleidingsgetuigschrift bedoeld in het eerste lid is eveneens vereist wanneer het tankvoertuig of de transporteenheid na de lossing van gevaarlijke goederen een

traject over de weg aflegt zonder dat de tank of de tanks zijn schoongemaakt of ontgast.

§ 2. Iedere bestuurder van een transporteenheid, die binnenlands of buitenlands vervoer van grotere hoeveelheden gevaarlijke stoffen van klasse 1 over de weg verricht dan die bedoeld in randnummer 10.011 van het ADR, moet in het bezit zijn van het opleidingsgetuigschrift, geldig voor het vervoer van de gevaarlijke stoffen van die klasse.

§ 3. In de andere gevallen dan bedoeld in de paragrafen 1 en 2 moet iedere bestuurder van een voertuig met een toegestaan maximumgewicht van meer dan 3,5 ton in het bezit zijn van een opleidingsgetuigschrift, geldig voor de gevaarlijke stoffen die hij vervoert, behalve wanneer de drempels bedoeld in randnummer 10.011 van het ADR niet worden overschreden".

De verplichting bedoeld in het eerste lid is eveneens toepasselijk wanneer met ... schoongemaakt of ontgast zijn.

Voor de bestuurder die buitenlands vervoer verricht, is het eerste lid toepasselijk met ingang van :

1° 1 januari 1995 ... 1 januari 1993;

2° 1 juli 1994 ... 1 januari 1993;

3° 1 januari 1994 ... 1 januari 1993;

4° 1 juli 1993 in de overige gevallen (1).

Voor de bestuurder die binnenlands vervoer verricht, is het eerste lid toepasselijk met ingang van 1 januari 1995".

2. Paragraaf 4, die op uitdrukkelijk verzoek van de vertegenwoordigers van de Commissie van de Europese Gemeenschappen is ingevoegd, vormt in werkelijkheid een afwijking van de ontworpen paragraaf 3, derde lid; het zou beter zijn ze op te nemen in de ontworpen bepalingen die afwijkingen voorschrijven (zie het voorgestelde nieuwe artikel 14).

3. De Raad van State heeft in zijn advies L. 14.903/2/V, verstrekt omtrent het koninklijk besluit van 5 november 1982, dat toen in het stadium van een ontwerp was, het volgende opgemerkt :

> "Het A.D.R. voorziet niet in samenvoeging van de klassen tot categorieën. De categorieën worden ingevoerd, enerzijds wegens de verscheidenheid van de gevaarlijke stoffen die vervoerd moeten worden, waartoe een min of meer grondige opleiding vereist is, en anderzijds wegens het optreden van verschillende ministers naar gelang van de aard van de vervoerde stoffen.

---

(1) Gelet op de achterstand opgelopen bij het uitwerken van het ontwerp, zou het beter zijn de laatste twee streepjes te vervangen door het voorgestelde onderdeel 4°.

Het is echter niet juist in paragraaf 2 te verklaren dat het getuigschrift geldig is voor het vervoer van een of meer categorieën van gevaarlijke stoffen. Het door het A.D.R. opgelegde modelgetuigschrift geeft aan dat het getuigschrift voor deze of gene klasse geldig is".

Gelet op die opmerking wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 5. Het opleidingsgetuigschrift is geldig voor het vervoer van gevaarlijke stoffen die onder één of meer klassen vallen, ingedeeld in de volgende categorieën :

1° gevaarlijke stoffen vervoerd in tanks : ... (voorts zoals in het ontwerp, mits "categorie" wordt geschreven in plaats van "kategorie", mits de streepjes vervangen worden door a), b), c), en mits de aanduiding "5.1.6°" vervangen wordt door de aanduiding "5.1.20");

2° gevaarlijke stoffen, op een andere wijze vervoerd dan in tanks : categorie D, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

4. Voor paragraaf 6 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 6. Het opleidingsgetuigschrift afgegeven voor het vervoer in tanks is geldig voor het vervoer van gevaarlijke stoffen van de klassen behorende tot de categorie D, alsook voor het vervoer van gevaarlijke stoffen van de klassen behorende tot één of meer van de categorieën A, B en C.

Het opleidingsgetuigschrift afgegeven voor het vervoer op een andere wijze dan in tanks is alleen geldig voor het vervoer van gevaarlijke stoffen van de klassen van categorie D".

5. Paragraaf 7 beoogt niet alleen de geldigheid, tot op de vervaldatum, te bevestigen van de opleidingsgetuigschriften afgegeven voor het vervoer in tanks, zulks met toepassing van het koninklijk besluit van 5 november 1982, doch ook die getuigschriften van rechtswege geldig te verklaren voor het vervoer van gevaarlijke stoffen van de klassen van categorie D, te weten het vervoer in colli (zie randnummer 10.315 (6) en (7) van het ADR en artikel 4, punt 4, van de richtlijn).

Voorgesteld wordt te schrijven :

"§ 7. De opleidingsgetuigschriften die overeenstemmen met het model in bijlage I en die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn afgegeven met toepassing van het koninklijk besluit van 5 november 1982 betreffende het opleidingsgetuigschrift voor bestuurders van transporteenheden die gevaarlijke stoffen in laadketels, tanks of tankbatterijen over de weg vervoeren, blijven geldig tot op de vervaldatum en zijn tot die datum eveneens geldig voor het vervoer van gevaarlijke stoffen van de klassen van categorie D".

Artikel 3.

Paragrafen 1 en 2.

1. De eerste volzin van paragraaf 2, eerste lid, zou het tweede lid van paragraaf 1 moeten vormen.

Veeleer dan in die volzin te verwijzen naar "de lijst van richtlijn nr. 89/684/EEG" en naar "randnummer 10.315 van het A.D.R.", behoort voorts bij het besluit een aanvullende bijlage te worden gevoegd waarin de onderwerpen worden opgesomd die in de twee stukken voorkomen.

Gelet op deze opmerkingen wordt voorgesteld paragraaf 1, tweede lid, als volgt te stellen :

"Degene die een opleidingscursus heeft gevolgd die op zijn minst betrekking heeft op de onderwerpen aangegeven in de bijlage ... en geslaagd is voor de overeenkomstige test of het overeenkomstige examen, voldoet aan de bij het eerste lid gestelde voorwaarde".

Voorts verdient het aanbeveling in het eerste lid van paragraaf 1 de woorden "een vorming gehad heeft betreffende" te vervangen door de woorden "een opleiding gehad heeft inzake".

De tweede volzin van paragraaf 2, eerste lid, en het tweede lid van die paragraaf zouden een paragraaf 2 moeten vormen, luidende :

"§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde opleidingscursus omvat praktische oefeningen en heeft betrekking op het vervoer van gevaarlijke stoffen van de klassen behorende tot de categorieën genoemd in artikel 2, § 5, waarvoor het opleidingsgetuigschrift vereist is. De minister of zijn gemachtigde bepaalt de nadere regels betreffende de cursussen, de test of het examen".

Nieuwe paragraaf 3.

Voorgesteld wordt de eerste zin van het ontworpen artikel 4, § 1, in te voegen in de vorm van een nieuwe paragraaf 3.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"§ 3. Het opleidingsgetuigschrift stemt overeen met het model in bijlage II".

Paragraaf 3 (die paragraaf 4 wordt).

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"§ 4. Het opleidingsgetuigschrift wordt afgegeven aan iedere persoon die houder is van een getuigschrift genoemd in artikel 2, § 7, dat komt te vervallen, en die een attest voorlegt ... ononderbroken de werkzaamheid heeft

.../...

uitgeoefend van bestuurder van transporteenheden die gevaarlijke stoffen over de weg vervoeren".

2. Voor het tweede lid wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Voor de toepassing van het eerste lid wordt als ononderbroken beschouwd een werkzaamheid die over een periode van twaalf maanden gedurende ten hoogste zes maanden is onderbroken".

3. Het derde lid zou moeten worden opgesplitst in twee afzonderlijke, als volgt gestelde leden :

"Het in het eerste lid genoemde attest moet het ononderbroken verrichten aantonen van het vervoer van gevaarlijke stoffen die behoren tot de klassen van de in artikel 2, § 5, 1°, genoemde categorie(ën) waarvoor het opleidingsgetuigschrift wordt gevraagd. Voor de afgifte van het opleidingsgetuigschrift voor het vervoer van gevaarlijke stoffen die behoren tot een klasse van categorie D is het voldoende dat blijkens het attest het ononderbroken vervoer voor onverschillig welke klasse of combinatie van klassen van gevaarlijke stoffen is verricht.

Het in het eerste lid bedoelde attest dient uiterlijk zes maanden na de vervaldatum van het in artikel 2, § 7, vermelde getuigschrift te worden overgelegd in de vorm en op de wijze bepaald door de minister of zijn gemachtigde".

Artikel 4 (nieuw).

Voorgesteld wordt de bepalingen van paragraaf 4 van artikel 3 en van artikel 4, § 1, tweede zin, samen te voegen tot een afzonderlijk artikel gewijd aan het in artikel 4, 2°, van de richtlijn bedoelde voorlopige vakbekwaamheids-certificaat voor binnenlands vervoer. Ter herinnering : dat voorlopige certificaat kan het ADR-vakbekwaamheidscertifi-caat, dat krachtens de richtlijn eveneens wordt vereist in het kader van het binnenlands vervoer van gevaarlijke stoffen, tot 31 december 1996 vervangen.

Het nieuwe artikel 4 zou als volgt luiden :

"Art. 4. § 1. Voor het binnenlands vervoer van gevaarlijke stoffen behorende tot de klassen van categorie D kan een voorlopig vakbekwaamheidscertificaat het opleidingsgetuig-schrift vervangen. Dat certificaat wordt afgegeven aan :

1° de persoon die, tussen 1 januari 1990 en 1 januari 1995, effectief werkzaam is geweest als bestuurder van transporteenheden die gevaarlijke stoffen behorende tot de klassen van categorie D over de weg vervoert;

2° de persoon die, in de periode van vijf jaar die voorafgaat aan de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkzaam is geweest als bestuurder van transporteenheden die gevaarlijke stoffen behorende tot klasse 1 over de weg vervoert.

De aanvraag om een voorlopig vakbekwaamheidscertificaat moet worden ingediend zes maanden voor :

1° 1 januari 1995, voor een aanvraag die steunt op de uitoefening van een in het eerste lid, 1°, bedoelde werkzaamheid;

2° de datum van inwerkingtreding van deze paragraaf, voor een aanvraag die steunt op de uitoefening van een in het eerste lid, 2°, bedoelde werkzaamheid (1).

---

(1) Artikel 4, 2°, van de richtlijn bepaalt uitdrukkelijk dat de aanvraag om een voorlopig vakbekwaamheidscertificaat moet worden ingediend in de zes maanden die aan de data voor de toepassing van deze richtlijn voorafgaan, te weten :

1° 1 januari 1995, voor alle vervoer van gevaarlijke stoffen in "colli", behalve van ontplofbare stoffen;

2° 1 juli 1992, voor het vervoer van ontplofbare stoffen.

Indien men zich op alle punten had willen houden aan de richtlijn, dan had dit ontwerp uiterlijk op 31 december 1991 moeten zijn bekendgemaakt om de termijn van zes maanden voor 1 juli 1992 in acht te nemen. Dat is uiteraard niet meer mogelijk. Aangezien men de vervoerders niet kan verplichten een aanvraag in te dienen in de zes maanden die voorafgaan aan die waarin het besluit in werking treedt (terwijl is bepaald dat de inwerkingtreding plaatsheeft twee maanden na de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt), wordt dus voorgesteld de betrokken vervoerders de mogelijkheid te bieden hun aanvraag in te dienen in de zes maanden die voorafgaan aan de maand waarin het ontworpen eerste lid in werking treedt, waarbij die datum natuurlijk met zes maanden moet worden uitgesteld.

Het bewijs van de in het eerste lid bedoelde werkzaamheid moet worden geleverd in de vorm en op de wijze vastgesteld door de minister of zijn gemachtigde.

Seizoengebonden schorsingen van de beroepsuitoefening, ... (voorts zoals in paragraaf 4, derde lid, van artikel 3 van het ontwerp).

§ 2. Het voorlopige vakbekwaamheidscertificaat stemt overeen met het model in bijlage II, maar draagt bovendien op bladzijde 4 de vermelding ... (voorts zoals in artikel 4, § 1, tweede zin)".

Artikel 5 nieuw.

Voorgesteld wordt onder het hoofdstuk "Afgifte" (in plaats van "Duplikaten") een nieuw artikel 5 te plaatsen dat artikel 4, § 2, van het ontwerp weergeeft.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 5. Het opleidingsgetuigschrift en het voorlopige vakbekwaamheidscertificaat worden afgegeven door de minister bevoegd voor het vervoer of zijn gemachtigde.

De getuigschriften die geldig zijn voor het vervoer van gevaarlijke stoffen behorende tot de klassen van categorie C worden afgegeven na overlegging van een attest van de minister of zijn gemachtigde. Dat attest stemt overeen met het model in bijlage III.

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Art. 6. § 1. Voor het opleidingsgetuigschrift, het voorlopige vakbekwaamheidscertificaat of het getuigschrift genoemd in artikel 2, § 7, dat zoek is, ... (voorts zoals in het ontwerp, behalve dat dient te worden geschreven : "vernield" in plaats van "teniet gegaan" en "duplicaat" in plaats van "duplikaat".

Ook in het opschrift boven artikel 5, dat artikel 6 wordt, schrijve men : "duplicaten" in plaats van "duplikaten". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

§ 2. Om afgifte van het duplicaat te verkrijgen :

1° moet de houder aan de dichtstbijgelegen politie- of rijkswachtoverheid aangeven in welke omstandigheden hij zijn getuigschrift is kwijtgeraakt en moet hij bij zijn aanvraag het attest van die aangifte voegen, dat hem wordt afgegeven door de overheid bij wie hij zijn aangifte heeft gedaan;

2° indien een duplicaat ... .

§ 3. Het opleidingsgetuigschrift, het voorlopige vakbekwaamheidscertificaat of het getuigschrift genoemd in artikel 2, § 7, ter vervanging waarvan een duplicaat is afgegeven, verliest zijn geldigheid.

.../...

Indien de houder, nadat ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

1. In 2° van de Franse tekst schrijve men : "pour les certificats de formation professionnelle provisoire des conducteurs qui, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat 2° behoort te worden aangevuld met een als volgt gestelde zin :

"Die termijnen gaan in op 1 januari 1995".

3. In paragraaf 1, tweede lid, dient het woord "Ze" te worden vervangen door de woorden "De in het eerste lid bedoelde getuigschriften".

4. In paragraaf 2, a), (dat 1° wordt) schrijve men "op zijn vroegst" in plaats van "ten vroegste".

5. In paragraaf 2, b), (dat 2° wordt) van de Franse tekst moeten de woorden "sans interruption depuis la date de délivrance du certificat ou depuis la date de la dernière prorogation" tussen komma's worden geplaatst.

In de eerste zin van paragraaf 2, b), (dat 2° wordt), van de Nederlandse tekst vervange men "voorlegt" door "overlegt" en "bedrijvig" door "werkzaam".

6. De tweede zin van paragraaf 2, b), (dat 2° wordt) moet een tweede, als volgt gesteld lid worden van die paragraaf :

"Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt een werkzaamheid die over een periode van twaalf maanden ten hoogste zes maanden wordt onderbroken, als ononderbroken beschouwd".

7. In paragraaf 3, eerste lid, schrijve men : "De vervolmakingscursus betreft het vervoer van gevaarlijke stoffen die behoren tot de klassen van de in artikel 2, § 5, vermelde categorieën en waarvoor het getuigschrift wordt aangevraagd".

8. In paragraaf 4, eerste lid, schrijve men :

"§ 4. Uit het in paragraaf 2, 2°, voorgeschreven attest moet blijken dat het vervoer van gevaarlijke stoffen behorende tot de klassen van de categorie(ën) bedoeld in artikel 2, § 5, waarvoor de verlenging van de geldigheid van het opleidingsgetuigschrift wordt gevraagd, ononderbroken is verricht.

In paragraaf 4, tweede lid, schrijve men : "Het attest dient uiterlijk ... te worden overgelegd ...".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

1. In het tweede lid schrijve men in de eerste zin :

"De geldigheid van de opleidingsgetuigschriften betreffende het vervoer van gevaarlijke stoffen behorende tot de klassen vermeld in artikel 2, § 5, categorie C, wordt pas verlengd na overlegging van een attest afgegeven door de minister of zijn gemachtigde".

2. In de tweede zin schrijve men : "bijlage IV".

In het opschrift boven artikel 8 (dat artikel 9 wordt), schrijve men : "tests" in plaats van "testen".

Artikel 8 (dat artikel 9 wordt).

In het tweede lid schrijve men : "Het examen of de test die voorafgaat aan de afgifte of de verlenging van het opleidingsgetuigschrift wordt georganiseerd door ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 10 (dat artikel 11 wordt).

1. In paragraaf 1 dient "in artikel 9, eerste lid, ..." geschreven te worden.

De laatste zin van het eerste lid dient aldus te worden gesteld :

"Een kolom dient opengelaten te worden voor eventuele opmerkingen".

In het tweede lid schrijve men "jaren" in plaats van "jaar".

2. In paragraaf 2 schrijve men : "bedoeld in artikel 9, eerste en tweede lid" en, aan het slot van het lid, " ... overgezonden ... in voorkomend geval, van de in de artikelen 5 en 8 bedoelde attesten".

Artikel 11 (dat artikel 12 wordt).

1. In het eerste lid dient men "in artikel 9" te schrijven.

Voorts schrijve men "aangewezen" in plaats van "aangeduid".

Dezelfde opmerking geldt voor het vierde lid.

2. In het tweede en het derde lid schrijve men : "in het eerste lid" in plaats van "bij § 1".

3. In het vierde lid schrijve men : "artikel 7, § 2, 2°".

Artikel 12 (dat artikel 13 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 13. Een voorlopig vakbekwaamheidscertificaat, dat overeenstemt met artikel 4, § 2, en geldig is tot 31 december 1996 voor het vervoer van gevaarlijke stoffen van klasse 3, 32°, c) in tanks, wordt afgegeven aan diegene die op 1 januari 1992 de leeftijd van zestig jaar heeft bereikt en in de periode van vijf jaar, voorafgaand aan de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkzaam is geweest als bestuurder van voertuigen voor het vervoer van gevaarlijke stoffen van klasse 3, 32°, c).

Dit certificaat wordt afgegeven aan diegene die het voor de eerste keer aanvraagt in de zes maanden die aan de datum van inwerkingtreding van dit besluit voorafgaan.

Seizoengebonden schorsing ... (voorts zoals in het ontwerp) (1).

Het bewijs ... door de minister bepaald".

Nieuw artikel 14.

Zoals voorgesteld bij artikel 2, § 4, van het ontwerp, dient deze bepaling onder een nieuw artikel 14 te worden geplaatst.

Het genoemde artikel 2, § 4, beperkt zich er evenwel toe gewoon naar artikel 4 van de richtlijn 98/684/EEG te verwijzen, die echter als zodanig geen deel uitmaakt van de interne rechtsorde.

De werkelijke en volledige omzetting ervan dient derhalve gewaarborgd te worden door in het ontworpen besluit de rechtsregels vervat in artikel 4 van de richtlijn over te nemen.

De tekst van artikel 2, § 4, die onder het nieuwe artikel 14 ingevoegd moet worden, dient dus grondig te worden herzien.

---

(1) Wat de inwerkingtreding van de bepaling betreft wordt verwezen naar de tweede opmerking gemaakt bij artikel 4, § 1, van het ontwerp.

Artikel 13 (dat artikel 15 wordt).

De uitdrukking "naar gelang van het geval" is onnauwkeurig, gelet op het aantal rechtsbepalingen, vervolgingen en strafbepalingen waarnaar de ontworpen tekst verwijst.

Aangezien het om een strafrechtelijke tekst gaat, zou geprobeerd moeten worden hem duidelijker te stellen met het oog op de rechtszekerheid, zowel voor de rechtzoekende als voor de vervolgende partij.

Artikel 14 (dat artikel 16 wordt).

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de bepaling als volgt geredigeerd moet worden :

"Art. 16. De bestuurders die binnenlands vervoer van gevaarlijke stoffen van klasse 6.2. in tanks verrichten zijn tot 1 januari 1995 vrijgesteld van de toepassing van dit besluit".

2. De stellers van het ontwerp wordt echter gewezen op de verplichtingen die volgen uit artikel 3, tweede alinea, van richtlijn nr. 89/684/EEG.

Artikel 15 (dat artikel 17 wordt).

Het genoemde koninklijk besluit is afgekondigd op 5 november (en niet december) 1982.

Aangezien de stellers van het ontwerp de toepassing van dit koninklijk besluit uitsluitend tot het vervoer van radioactieve stoffen willen beperken, zou het overigens beter zijn de ontworpen bepaling aldus te stellen :

"Art. 17. In het koninklijk besluit van 5 november 1982 betreffende het opleidingsgetuigschrift voor bestuurders van transporteenheden die gevaarlijke stoffen in laadketels, tanks of tankbatterijen over de weg vervoeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Koninklijk besluit betreffende het opleidingsgetuigschrift voor bestuurders van transporteenheden die radioactieve stoffen in laadketels, tanks of tankbatterijen over de weg vervoeren;";

2° in artikel 1 wordt het tweede streepje vervangen door de volgende bepaling :

"- de woorden "radioactieve stoffen" : de stoffen opgesomd in de randnummers 2700 tot 2799 van het A.D.R.";

.../...

3° in hetzelfde artikel wordt het zesde streepje vervangen door de volgende bepalingen :

"- het woord "minister" : de minister die bevoegd is voor Volksgezondheid";

4° in artikel 2, § 1, eerste lid, worden de woorden "gevaarlijke stoffen" vervangen door de woorden "radio-actieve stoffen";

5° in hetzelfde artikel worden paragraaf 1, tweede lid, en paragraaf 2 opgeheven;

6° in artikel 3, § 1, worden de woorden "van die gevaar-lijke stoffen, waarvoor zijn getuigschrift geldig is" vervangen door de woorden "van radioactieve stoffen";

7° in hetzelfde artikel wordt paragraaf 3 vervangen door de volgende paragraaf :

"§ 3. De Minister of zijn gemachtigde bepaalt de nadere regels in verband met de cursussen, de test of het examen";

8° artikel 4 wordt vervangen door het volgende artikel :

"Art. 4. De minister bevoegd voor Verkeerswezen of zijn gemachtigde geeft het opleidingsgetuigschrift af tegen overlegging van een attest van de minister of zijn gemachtigde. Dat attest stemt overeen met het model in bijlage II";

9° artikel 6, § 1, 2, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"2. voor de getuigschriften afgegeven op basis van artikel 3, § 2, a : vier jaar";

10° artikel 6, § 3, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 3. De vervolmakingscursus loopt over het vervoer van radioactieve stoffen";

11° artikel 7 wordt vervangen door het volgende artikel :

"Art. 7. De geldigheid van het opleidingsgetuigschrift voor het vervoer van radioactieve stoffen wordt verlengd door de minister bevoegd voor Verkeerswezen of zijn gemachtigde tegen overlegging van een attest afgegeven door de minister of zijn gemachtigde. Dat attest stemt overeen met het model in bijlage III";

12° in artikel 12, § 1, worden de woorden "van gevaarlijke stoffen" verangen door de woorden "van radioactieve stoffen";

13° artikel 12, § 2, wordt opgeheven".

Artikel 16 (dat artikel 18 wordt) (1).

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de bepaling als volgt geredigeerd moet worden :

"Art. 18. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, met uitzondering van artikel 4, § 1, en artikel 12, die in werking treden op de eerste dag van de zevende maand na die van die bekendmaking".

Bijlagen.

In de Nederlandse tekst van de bijlagen dienen onder meer de volgende woorden vervangen te worden : "bekomen" door "verkrijgen"; het "afleveren" door "de afgifte"; "afleveren" door "afgeven"; "wat niet past" door "wat niet van toepassing is"; en "kategorieën" door "categorieën".

Slotopmerkingen.

1. De indeling van een artikel in paragrafen is niet gerechtvaardigd wanneer elk ervan slechts één lid

---

(1) De stellers van het ontwerp wordt gewezen op de noodzaak om te zijner tijd alle vereiste maatregelen te nemen om de tenuitvoerlegging van het besluit te waarborgen.

omvat; deze opmerking geldt voor de artikelen 8 en 9 van het ontwerp.

2. Een zin dient in 1°, 2°, 3°, enz. ... ingedeeld te worden (deze opmerking geldt voor de artikelen 1, 2, 5 en 6 van het ontwerp), waarbij deze zelf, in voorkomend geval, in a), b), c) enz. ... worden onderverdeeld (deze opmerking geldt voor de artikelen 2, § 5, en 6, § 1).

3. Het is niet gebruikelijk een opsomming te onderbreken door tussenzinnen of tussengevoegde leden in te voegen.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. JAUMOTTE, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgegesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.